

## Covid-19: césure profonde, horizons possibles

*Stéfanie Prezioso*

### Césure profonde

Au cours de longues semaines, nous avons suivi la progression rapide du virus et la lente, très lente, prise de conscience qui s'en est suivie. Au début, il s'agissait d'une affection « chinoise ». Rappelez-vous, lorsque l'affaire a éclaté dans la presse en décembre 2019, la campagne photo « je ne suis pas un virus » a fait florès sur les réseaux sociaux, montrant des personnes de tous âges, originaires de Chine. Resteront dans les annales les propos de la ministre de la Santé française d'alors, Agnès Buzyn, qui déclarait, fin janvier 2020, que le virus resterait à Wuhan ; un peu comme quand, après Tchernobyl, des commentateurs sérieux annonçaient avec assurance que le nuage s'arrêterait aux frontières... Puis ça a été le tour de l'Italie au système de santé démantelé, au bord de l'implosion, même dans les régions « riches » du Nord où il était encore considéré, avant le Covid-19, comme l'un des meilleurs d'Italie. Plus proche de nous, infiniment plus proche. Et pourtant... La représentation courante de l'Italie, ancrée dans la mémoire collective européenne, est celle d'un pays à l'identité faible, aux crises politiques perpétuelles, à la population peu encline à suivre les injonctions du gouvernement, non par esprit de révolte, mais par simple sentiment de non-appartenance à l'État. Les images reprises sur tous les médias et partagées des millions de fois, montrant des Italiens confinés chantant sur leur balcon l'hymne national la guitare à la main, correspondaient ainsi tout à fait à cette représentation pleine de bonhomie d'un peuple qui ne prend rien au sérieux et précisément pour cela aimé des autres... À cela s'ajoutaient des « études », qui cherchaient à rattacher les caractéristiques de la propagation du virus dans la péninsule à des idiosyncrasies culturelles. On pouvait lire ainsi dans la presse internationale que les grands-parents y sont beaucoup plus au centre du noyau familial qu'ailleurs, que les Italiens sont plus tactiles, se serrent et s'embrassent

plus souvent, certains allaient même jusqu'à établir un lien entre le régime alimentaire de la population et le nombre de malades du Covid-19... Ces « études », auxquelles tout le monde se référerait peut-être même sans les avoir lues, permettaient de faire du coronavirus un problème tout italien sur le continent européen. L'analyse des causes de la propagation du virus faisait la paire avec les perceptions des différences culturelles entre le Nord et le Sud et de la supériorité inférée des nations du Nord sur celles du Sud. Les correspondants de presse francophone en Italie relevaient alors effarés le « décalage spectaculaire » entre la situation sur le terrain et le « manque de préparation de l'opinion publique » européenne à y faire face<sup>1</sup>.

Puis la peur a commencé à s'insinuer... lentement... Tout début mars, alors que l'Italie comptait déjà 150 morts, on pouvait encore entendre dans certains cercles que le Covid-19 était comparable à la grippe et qu'il suffisait de se laver les mains... Le philosophe Giorgio Agamben ne prétendait-il pas le 26 février qu'il s'agissait d'une « pseudo-pandémie » et targuait les mesures d'urgence prises alors par l'État italien de « frénétiques, irrationnelles et totalement injustifiées »<sup>2</sup>. En Suisse, à la toute fin février, le Conseil fédéral annonçait vouloir interdire les rassemblements de plus de 1000 personnes. Le 1<sup>er</sup> mars, Daniel Koch, responsable de la division Maladies transmissibles de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) se disait néanmoins confiant puisque sur les 24 cas détectés dans le pays aucun ne relevait d'une contamination sur territoire helvétique et qu'« à l'inverse de l'Italie ou de l'Allemagne », la Suisse suivait la chaîne de transmission<sup>3</sup>. Les mesures timides prises par le Conseil fédéral tout début mars accroissaient les doutes de la population quant à leur nécessité même. Le 9 mars, Adriano Aguzzi, directeur de l'Institut de neuropathologie de l'Université de Zurich, alertait pourtant sans ambages les autorités helvétiques : « La

1 « Coronavirus : tribune des journalistes des médias francophones en Italie », *Le Temps*, 12 mars 2020.

2 Giorgio Agamben, « Coronavirus et état d'exception », 26 février 2020 (<https://acta.zone>). Voir, à propos de la position d'Agamben, l'article de Francescomaria Tedesco, « “Invocando di vivere, scopro che cerco di morire”. Giorgio Agamben e la pandemia », *MicroMega*, 2 février 2020.

3 Marc Allgöwer, « La Suisse se prépare à la propagation “inévitabile” du virus », *Le Temps*, 1<sup>er</sup> mars 2020.

Suisse se trouve aujourd'hui là où l'Italie était il y a deux semaines, et dans deux semaines, nous serons là où l'Italie se trouve aujourd'hui ». Et il défendait qu'il serait temps « de fermer MAINTENANT toutes les institutions non essentielles et d'éviter plus de dégâts en aval »<sup>4</sup>. Le 11 mars l'OMS classait officiellement le Covid-19 parmi les pandémies. Le 13 mars, alors que l'Italie avait franchi la barre des 1200 morts, et qu'en Suisse les cas testés positifs étaient passés de 24 à 1125 (soit 50 fois plus en une dizaine de jours), 25 des meilleurs spécialistes du pays lançaient un cri d'alarme : « Une transmission interhumaine soutenue du nouveau coronavirus en Suisse semble aujourd'hui inévitable (...) Les mesures en vigueur sont loin d'être suffisantes (...) La pression excessive attendue sur le système de santé et ses employés entraînera des taux de mortalité plus élevés (...) Chaque jour compte (...) Nous vous demandons de déclarer une "situation extraordinaire" conformément à la loi sur les épidémies et de décider de mesures d'endiguement de grande envergure. »<sup>5</sup>

Les autorités fédérales annonçaient le jour même des mesures exceptionnelles face à une situation passée de « particulière » à « grave » : fermeture des écoles et centres de formation, interdiction des rassemblements de plus de 100 personnes et des restrictions à la frontière. Alors que la pandémie flambait, les autorités helvétiques renonçaient cependant à tester massivement la population, comme l'avaient fait les pays les plus engagés dans la bataille pour contenir la diffusion du virus. Un choix alarmant ne permettant plus de mesurer la progression de la pandémie en Suisse et d'adapter les mesures prises aux évolutions très rapides de la situation. Le 16 mars, le Conseil fédéral déclarait la « situation extraordinaire ». Le nombre de morts était passé de 11 à 23. Les autorités annonçaient alors des restrictions plus importantes : « Tous les magasins, restaurants, bars et établissements de divertissements et de loisirs sont fermés jusqu'au 19 avril 2020, à l'exception notamment des magasins d'alimentation et des établissements de santé. Le Conseil fédéral introduit par ailleurs dès minuit des contrôles aux frontières avec l'Allemagne,

4 *heidi.news*, 9 mars 2020.

5 Lettre citée par Serge Michel, « À quoi ressemblera le monde d'après le coronavirus », *heidi.news*, 14 mars 2020.

la France et l'Autriche. Enfin, il approuve le recours à l'armée (jusqu'à 8000 militaires) afin d'appuyer les cantons au niveau des hôpitaux, de la logistique et de la sécurité.»<sup>6</sup> Mais toujours aucune mesure concrète pour stopper toute activité économique non essentielle à la santé et à l'approvisionnement de la population ni pour protéger les salariés. Le 27 mars, la signataire de cet article avec d'autres élus nationaux et locaux lançait un appel, rejoint par des médecins, des syndicalistes, des militants de tout bord invitant la Confédération à prendre des mesures énergiques allant dans ce sens, sans succès<sup>7</sup>; «une résistance intellectuelle typique de «l'ancien monde (néolibéral)» chez les élites dirigeantes»<sup>8</sup>.

### De nouveaux horizons...

Durant des semaines, nous avons pu suivre dans la presse des réflexions plus ou moins autocentrées sur le confinement, et sur les opportunités qu'il ouvrait pour penser le monde d'après: un ciel sans avion, des routes sans voitures, une suspension du temps qui ouvre la possibilité de distinguer le superflu de l'essentiel... Une lecture qui le plus souvent faisait l'impasse sur les inégalités entre celles et ceux qui ont pu continuer à travailler depuis chez eux et les autres envoyés au front, «les uns confinés, les autres mis en danger»<sup>9</sup>; sur les 130 000 salariés, mis au chômage partiel à Genève, et environ un million en Suisse, qui ont perdu un quart de leurs revenus pendant un ou deux mois; sur les craintes réelles, concrètes et toujours plus palpables de la perte de leur emploi; sur les dizaines de milliers de précaires qui ont été plongés dans le dénuement

6 «Coronavirus: le Conseil fédéral qualifie la situation de “situation extraordinaire” et renforce les mesures», 17 mars 2020 (<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-78454.html>); voir également, «818.101.24: Ordonnance 2 sur les mesures destinées à lutter contre le coronavirus (Covid-19)», 28 mars 2020 (<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20200744/index.html>).

7 «Les activités économiques non essentielles doivent immédiatement cesser», [www.eag.ch](http://www.eag.ch).

8 Fabien Escalona, «Razmig Keucheyan: “La sobriété ne peut s'organiser que collectivement”», *Mediapart*, 8 avril 2020.

9 Thomas Coutrot, «Le travail ou la vie: contester la subordination pour stopper l'épidémie», *Mediapart*, 24 mars 2020.

absolu ; sur les centaines de milliers de personnes âgées et vulnérables qui se sont senties directement menacées ; sur les difficultés du confinement en particulier pour les femmes en télétravail et pour toutes celles qui étaient au front dans les hôpitaux, dans les entreprises de nettoyage, aux caisses des magasins, etc. ; sur la surmortalité exponentielle qui touche massivement les quartiers pauvres partout dans le monde (aux États-Unis plus de la moitié des victimes appartiennent aux populations noires et latinos). La politiste française Joëlle Palmieri écrivait récemment : « Quand “positiver” fait mouvement sur les réseaux sociaux numériques, cet enchantement devient viral tout en restant individuel. Des individualités se rassurent en partageant leurs trouvailles pour dépasser les interdits. Elles ne créent pas pour autant d’espaces de liberté ou du changement. Cet empilement de solutions individuelles exclut la réalité globale, dans et hors Occident, chasse les idées de pauvreté et de risque sanitaire à l’échelle collective, et plus généralement du rapport entre privé et public. »<sup>10</sup> La pensée positive associée à la responsabilité individuelle a pour effet de « dépolitiser le débat » et de « renforcer les hiérarchisations de classe, de genre, de race »<sup>11</sup>.

La crise économique, une dépression sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, déclenchée (mais non provoquée par la pandémie du Covid-19) va écraser sous son rouleau compresseur les subalternes. Le FMI et les États ne cessent de mois en mois de réviser à la hausse les pertes considérables de PIB qu’ils attribuent à la pandémie pour l’année 2020. En France, Bruno Le Maire prévenait le 17 mars : « Il y a une guerre économique et financière. Elle sera durable, elle sera violente. » À Genève, dans l’une des villes les plus riches de la planète, de longues files sont apparues pour obtenir des vivres ; en Italie, on a vu des scènes de guerre civile dans les magasins d’alimentation, alors qu’aux États-Unis ce sont des centaines de milliers de personnes qui se rendent aux soupes populaires. Dans le Sud global, les effets dévastateurs de la pandémie

---

10 Joëlle Palmieri, « Covid-19 : pensée positive, complots, versus collectif », *Entre les lignes, entre les mots*, 27 mai 2020 (<https://entrelignesentrelesmots.blog/>)

11 *Ibid.* ; voir également Mélanie-Evely Pétrémont, « L’humour du confinement : à qui le privilège de la blague de pandémie ? » *heidi.news*, 28 mai 2020.

se couplent à ceux de la dette et de la famine qu'elle engendre. La crise sanitaire enseigne et révèle l'état du monde... La mort rôde, l'État de droit est suspendu partiellement (interdictions de manifester, de circuler...), des sacrifices immenses sont exigés de la population, en particulier des classes populaires, et parmi elles les femmes, qui paient le plus lourd tribut et les écarts économiques, sociaux et culturels se creusent et éclatent au grand jour. La crise sanitaire en apparence contradiction avec le néolibéralisme n'a pas mis en échec, pour l'instant, ce que Fabien Escalona appelle dans les colonnes de *Mediapart* « une fuite en avant disciplinaire des États et des milieux d'affaires »<sup>12</sup>. Les salariés en butte à la peur du chômage et à une accélération de la transformation du travail (numérisation, télétravail, etc.) risquent d'être soumis à de nouvelles formes d'atomisation. Le repli identitaire et les « organisations politiques du désespoir » peuvent y gagner des adeptes jouant sur l'ignorance culturellement produite dont les théories du complot sont les manifestations les plus communes ; en Italie le néofascisme relève la tête brutalement<sup>13</sup>.

#### « Rien ne sera plus comme avant »

Mais le pire n'étant jamais certain, peut-être aussi – qui sait ? –, le virus pourrait-il réveiller des énergies nouvelles, en révélant les abîmes, et le potentiel de transformation d'un monde devenu de plus en plus intolérable. Car ce tableau sombre ne peut ni ne doit occulter le fait que quelque chose a indubitablement changé au cours de ces dernières semaines, dans la vie concrète, dans l'imaginaire, dans les horizons d'attente : 2,7 milliards de travailleurs (81 % de la main-d'œuvre mondiale, selon l'OIT) se sont subitement trouvés confinés au quotidien d'un bout à l'autre de la planète. Les crises, comme l'écrivait Antonio Gramsci, offrent « un terrain plus favorable à la diffusion de certains modes de pensée, de poser et de résoudre les problèmes »<sup>14</sup>. « Rien ne

12 Fabien Escalona, Romaric Godin, « Les quatre scénarios pour l'hégémonie politique du “monde d'après” », *Mediapart*, 26 mai 2020.

13 Robert Proctor, Londa Schiebinger (dir.), *Agnology. The Making and Unmaking of Ignorance*, Stanford University Press, 2008.

14 Antonio Gramsci, « Il moderno principe. Il partito e la lotta per l'egemonia »,

sera plus comme avant» a remplacé dans l'imaginaire le «Tout ira bien» que l'on voyait fleurir sur les fenêtres et balcons au plus fort de la crise sanitaire. La nécessité impérieuse de rompre avec un système mortifère, scandée au cours des dernières années dans les manifestations pour la justice climatique, s'est incarnée on ne peut plus concrètement dans la vie de milliards de personnes. De nombreux scientifiques avaient tiré la sonnette d'alarme depuis des années sur la déforestation, l'expansion des monocultures, l'élevage en batterie et le dégel du permafrost libérant année après année des milliers de nouveaux germes inconnus, que la multiplication des contacts entre humains et animaux, de même que la circulation accélérée des marchandises et des personnes, diffuse à grande vitesse dans le monde. La pandémie, liée aux conséquences de la globalisation capitaliste, qui menace le climat, la biodiversité, et par là la santé de centaines de millions d'êtres humains a mis le feu aux poudres. Elle a également permis d'incarner cette idée de l'économiste marxiste Jean-Marie Harribey, d'un capitalisme mondial présenté comme un «trou noir» qui tend à tout «engloutir, de la moindre activité humaine jusqu'aux éléments naturels et tout le vivant, en passant par les connaissances. Engloutir, c'est-à-dire tout soumettre à la loi de la rentabilité, du profit et de l'accumulation du capital.»<sup>15</sup>

Les raisons des mobilisations féministes qui ont ébranlé le monde depuis trois ans et la Suisse en 2019, qui avaient pu paraître à d'aucuns abstraites ont acquis au cours de ces derniers mois une consistance politique, sociale et économique bien réelle<sup>16</sup>. Il n'est presque plus nécessaire d'expliquer l'articulation entre les sphères de la production et de la reproduction, tant les premières de corvées ont été essentielles au plus fort de la crise.

---

*Quaderno 13*, Rome, Donzelli, 2012, p. 150.

15 Jérôme Skalski, «Jean-Marie Harribey, économiste atterré : "L'épidémie du Covid-19 a mis sur la table ce qu'on croyait impossible : distinguer les besoins essentiels, des futiles ou nocifs"», *L'Humanité*, 24 avril 2020 ; Jean-Marie Harribey, *Le trou noir du capitalisme. Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2020.

16 Stefanie Prezioso, «Women's/Feminist Strike in Switzerland : A Step Forward on the Road of the Internationalization of Feminists Struggle», *Viewpoint Magazine*, 22 juillet 2019.

Les applaudissements tous les soirs destinés au personnel soignant, de nettoyage, de la vente qui ont résonné des balcons ont inscrit l'expérience collective vécue comme l'une des facettes d'une nouvelle conscience qui a surgi. Les 99 % se sont sentis partie prenante d'un processus en cours : le travail des exploités (celles et ceux obligés de vendre leur force de travail pour vivre) contre le capital. L'idée d'une priorité absolue aux biens communs, aux communs, a acquis une nouvelle valeur à travers le confinement. Cette suspension de l'état du monde a permis de distinguer le futile de l'essentiel ; la valeur d'échange des marchandises, de la valeur d'usage des biens indispensables : l'eau, l'air, la terre, et la nécessité d'un plan d'urgence pour le climat ; le renforcement des services publics de la santé, de l'éducation, de la recherche, la protection sociale en particulier dans des sociétés à la population vieillissante. La crise a ouvert la voie à la nécessité impérieuse de satisfaire les besoins fondamentaux de toutes et tous, de promouvoir l'égalité entre les êtres humains et le respect de la biodiversité et du climat. À la sobriété volontaire invoquée par certains, le sociologue Razmig Keucheyan répond à raison : «La sobriété ne peut s'organiser que collectivement.»<sup>17</sup> Reconstruire un horizon d'attente, un programme commun, face à la maladie qui frappe des millions de personnes dans le monde dont près de 700'000 morts fin juillet 2020 (en réalité plus du double, compte tenu de leur sous-enregistrement dans de nombreux pays) à l'échelle internationale ; en finir avec le creusement des inégalités et l'enrichissement d'un nombre toujours plus restreint de super-riches aux dépens de la majorité d'entre nous. Face à la pandémie, la démocratie politique et la justice sociale sont nos armes les plus fortes, contre l'exploitation du travail salarié, du travail domestique effectué majoritairement par les femmes et de la nature. Là est notre boussole, c'est le chemin que nous pouvons tracer ensemble... La pandémie enseigne.

Stefanie Prezioso est conseillère nationale et professeure d'histoire à l'Université de Lausanne.

---

17 Razmig Keucheyan, *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, Paris, La Découverte, 2019.